

Enjeux de développement durable dans le bassin méditerranéen

Dimension économique et partenariats stratégiques autour de la Méditerranée

Bonjour,

Je voudrais tout d'abord remercier l'union méditerranéenne des géomètres pour l'organisation de ce congrès autour d'une thématique positionnant le bassin méditerranéen en tant qu'espace de dialogue et de développement durable.

Cette mer qui nous est commune est chargée d'histoire et d'échanges entre les multiples civilisations qui ont forgé notre culture et influencé celle de l'humanité.

Mais notre région est aujourd'hui confrontée à plusieurs défis sécuritaires, économiques, sociaux et environnementaux. On y a construit de véritables forteresses pour contenir les tentatives migratoires d'une jeunesse aspirant à une vie meilleure. De plus, nos pays affichent des taux de chômage relativement élevés (entre 8% et 25%) et une croissance moins soutenue que dans d'autres régions du monde. Enfin, notre environnement subit une dégradation qui s'accélère du fait de la surexploitation des ressources, des territoires et des atteintes que subissent les écosystèmes naturels.

Ces défis, il nous incombe de les relever ensemble et le Maroc a affirmé cette volonté au plus haut niveau puisque Sa Majesté le Roi, dans son discours du 30 juillet 2003, à Tanger, déclarait, je cite :

« Nous accordons un intérêt particulier à notre voisinage euro-méditerranéen, contribuant, dans ce cadre, à la mise en œuvre optimale du processus de Barcelone, afin de concrétiser le concept de sécurité globale, dans ses diverses dimensions ». Fin de citation de Sa Majesté.

Depuis la déclaration de Barcelone à l'Union pour la Méditerranée, plusieurs initiatives communes ont été lancées dans des domaines prioritaires comme l'économie, l'environnement, l'énergie, la santé, la migration et la culture avec l'ambition, par exemple, d'assurer la dépollution de la Méditerranée ou encore d'édifier une université euro-méditerranéenne. De grandes ambitions avec de maigres résultats et une région Euromed qui reste toujours aussi peu intégrée ; intégration fragilisée notamment par un Maghreb qui n'a pas encore su créer ce

maillage socio-économique qui est pourtant une évidence tant au niveau de la géographie, de l'aspiration des populations, de la culture partagée et de l'intérêt commun.

Entre une rive nord dont la croissance a été ralentie et une rive sud parfois secouée par les crises, il s'agit de concevoir une nouvelle approche pour une intégration euro-méditerranéenne plus dynamique, plus équilibrée, plus équitable et plus durable.

Cette approche aura pour objectifs de repositionner le bassin méditerranéen en tant qu'espace de stabilité, de bien-être pour les citoyens et de croissance partagée ne serait-ce que pour endiguer la montée des extrémismes au nord comme au sud.

La région a pour cela plusieurs atouts : une proximité géographique en premier lieu qui est, aujourd'hui, largement sous-exploitée avec des interconnexions routières, maritimes, aériennes, électriques et technologiques à mettre en place, à renforcer ou à soutenir. Il s'agit de mieux orienter et coordonner nos investissements en ce sens et notamment au niveau des infrastructures et vous, les géomètres de la méditerranée, savez plus que quiconque mesurer l'importance et l'impact que ces infrastructures peuvent avoir sur le développement des échanges et le maillage des territoires dans une démarche de complémentarité. Ces infrastructures constitueront l'épine dorsale d'écosystèmes capable de soutenir ou de faire émerger des filières de coproduction et d'améliorer la compétitivité des chaînes de valeur méditerranéennes en mesure de s'imposer sur les grands marchés mondiaux.

Cette approche de co-développement permettrait à nos opérateurs d'être plus performants, plus solides pour créer plus d'emplois et de bien-être car moins fragmentés et plus intégrés. Elle nécessite cependant la levée des autres barrières entravant les flux de personnes et de biens entre nos pays que ces barrières soient réglementaires, normatives ou financières.

D'autant plus que les flux commerciaux au sein de la méditerranée progressent à un rythme de plus de 10% par an ces dernières années, que 9 pays méditerranéens sont liés par des accords de libre échange à l'Union Européenne, que 4 pays ont signé l'accord d'Agadir et que des plateformes d'action communes et de développement des échanges sont en place et que l'UE est le premier partenaire économique des autres pays de la Méditerranée que ce soit au niveau des échanges commerciaux (60%) ou des investissements.

Cependant, si les flux commerciaux sont en croissance rapide dans le bassin méditerranéen, cela est principalement généré par la croissance des flux de l'UE

avec la Chine. Si des accords de libre échange sont en place, les échanges restent fortement polarisés vers l'UE et moins dynamiques entre les autres pays malgré l'émergence de nouveaux pôles économiques comme la Turquie.

Dans ce contexte, le Maroc, en tant que pays africain aux liens historiques et au fort maillage socio-économique et culturel avec son voisinage euro-méditerranéen, est un trait d'union naturel, effectif et de plus en plus efficient entre l'Europe, les pays du Golfe, les USA et l'Afrique.

Cette logique d'intégration avancée du Maroc avec l'Europe, par exemple, s'est concrétisée à travers la mise en place d'un accord de libre échange, l'octroi du statut avancé et la négociation d'un Accord de Libre Echange Complet et Approfondi incluant un partenariat de mobilité.

Au niveau continental et en s'appuyant sur son identité africaine, le Maroc s'est engagé dans une approche de co-émergence Sud-Sud impulsée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI à travers, à titre d'exemple, la conclusion d'une centaine d'accords et de conventions de partenariats lors de la dernière tournée de Sa Majesté le Roi dans 4 pays africain en 2014 ; conventions où les opérateurs s'engagent à apporter une véritable valeur ajoutée à travers des projets pour la sécurité alimentaire et énergétique, dans une logique de partage des résultats et expériences de sa propre quête de sécurité alimentaire et énergétique, à travers le développement de programmes qui tiennent compte des besoins, de la spécificité des territoires et d'une valorisation optimisée des ressources naturelles, financières et humaines et qui favorisent une co-émergence intégrée et inclusive et une intégration économique compétitive au niveau mondial.

Ces accords se traduisent dans les faits par le développement de la présence et des investissements des opérateurs publics et privés sur le continent ; le Maroc étant le 2^{ème} investisseur africain en Afrique.

Pour soutenir ce positionnement de trait d'union, le Maroc a renforcé sa connectivité aérienne à travers le hub de Casablanca et le développement de connexions aériennes reliant les pays africains aux continents Européen et Américain.

Le Maroc renforce aussi sa connectivité routière, maritime et électrique en déployant des programmes autoroutiers, portuaires et logistiques ambitieux. Ainsi, selon la CNUCED, et grâce notamment à la mise en place du port de

Tanger Med, le Maroc est passé, en quelques années, de la 84^{ème} à la 16^{ème} place mondiale en termes de connectivité.

Parallèlement, notre pays fait émerger Casablanca Finance City en tant que place financière régionale qui a d'ores et déjà attiré plus de 60 opérateurs de dimension mondiale ou régionale occupant, pour l'instant, le 2^{ème} rang à l'échelle continentale et le 51^{ème} rang mondial. Cette place financière est sur une trajectoire qui lui permettra de jouer un rôle extrêmement important pour attirer et structurer les besoins de financement aux grands projets nécessaires au développement du continent en s'appuyant notamment sur la forte présence et l'expertise des banques et des assurances marocaines en Afrique.

C'est cette philosophie et cet engagement qui peuvent guider notre démarche au niveau du bassin méditerranéen en s'inspirant des réussites régionales qui peuvent être redéployées selon les priorités communes que ce soit dans le cadre classique de l'Euromed ou dans un cadre nouveau que nous pourrions nommer l'Afromed ou l'Euro-Afromed qui s'attèlera à construire des synergies et une intégration dans des domaines comme la sécurité alimentaire, la gestion efficientes des ressources hydriques, de la valorisation des ressources naturelles, de l'énergie, des infrastructures ou de l'intégration industrielle avec une complémentarité entre les deux rives, particulièrement dans le domaine des énergies renouvelables où le Maroc a su démontrer qu'un pays du Sud est capable de se doter d'un mix énergétique incluant des proportions importantes d'énergies éolienne, hydrique et solaire - et je citerais à titre d'exemple le plan Solaire marocain- qui est un modèle intégrant aussi bien la production énergétique, le développement industriel à travers un système de compensation et un écosystème de recherche développement et innovation.

Il s'agit aussi de s'engager, ensemble, dans la lutte contre le réchauffement climatique à travers une valorisation optimale, responsable et durable de nos ressources tout en préservant notre environnement et en garantissant les aspirations des pays du Sud à s'engager dans une démarche de développement soutenu pour améliorer le bien-être de leurs citoyens. A ce titre, la COP 21 qui aura lieu à Paris en 2015 sera suivie en 2015 de la COP 22 qui se tiendra dans notre pays et où le Maroc aura un rôle prépondérant dans la recherche d'un consensus permettant de lutter contre les changements climatiques tout en assurant un développement équitable, équilibré et durable.

Sur ce sujet, et au delà de la nécessité de préserver notre planète, les pays de la Méditerranée ont un rôle important à jouer pour préserver notre écosystème commun. Il s'agit de s'engager ensemble vers plus de durabilité à travers, par exemple, la mise en place d'outils de gouvernance responsable de notre bassin commun, le lancement d'initiatives pour la préservation des écosystèmes et des espèces menacées, et de filières intégrées communes dans le cadre de l'économie circulaire ou du tourisme responsable, le développement d'interconnexions électriques et d'autoroutes maritimes pour mutualiser nos capacités de production électriques et de transport.

Il serait aussi intéressant de développer des initiatives innovantes dans les secteurs de l'économie verte et de l'économie de savoir qui constituent un formidable gisement d'intérêts communs à travers la mise en place de filières intégrées, de programmes de coopération technologique, le développement et la mise en réseaux coordonnés des efforts de formation, de recherche, de développement et d'innovation.

Pour faire réussir ces initiatives, la formation constitue d'ailleurs la clef de voûte de toute coopération régionale et nous insistons afin qu'elle soit érigée en axe prioritaire de la coopération euro-méditerranéenne par les échanges dans le système éducatif.

Cette dynamique de développement durable intégrée qu'elle soit dans le cadre de l'Euromed ou d'une future Afromed ou Euro-Afromed implique aussi la mobilisation de la société civile dans toutes ses composantes qu'il s'agisse des partenaires sociaux ou d'ONG et c'est dans cet esprit que les Conseils Economiques et Sociaux et organismes similaires du pourtour méditerranéen ont tenu leur dernière réunion le 7 avril dernier à Marseille.

Fernand Braudel disait que «*Voyager en Méditerranée, c'est trouver le monde romain au Liban, la préhistoire en Sardaigne, les villes grecques en Sicile, la présence arabe en Espagne, l'Islam turc en Yougoslavie.*» A nous tous de bâtir sur ces liens séculaires qui nous unissent un bassin de paix et de bien-être et à vous chers géomètres de la Méditerranée de baliser la voie.

Je vous remercie.